



Moyens d'enseignement pour la rentrée 2026

Moins d'élèves et moins d'enseignants pour toujours plus de difficultés à exercer !

Le ministère a rendu sa copie ce lundi 26 janvier, et comme on le pressentait, l'académie de Créteil va payer un lourd tribut au nom d'une dette dont les enseignants ne sont absolument pas comptables !

Ainsi, les écoles de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis devront rendre 140 postes au rectorat. En Seine-et-Marne, 10 postes sont supprimés avant même que ne débutent les opérations de carte scolaire.

C'est avec l'argument d'une baisse démographique, assénée comme un mantra, que le ministre Geffray clame sur tous les plateaux qu'il serait irresponsable de ne pas supprimer des postes d'enseignants.

Irresponsables, les enseignants qui veulent garder des conditions d'exercice qui permettent de s'occuper de chaque élève ?!

Irresponsables, les parents qui veulent que leurs enfants bénéficient de remplaçants et ne perdent pas des jours entiers quand il ne s'agit pas de mois dans le second degré ?

On comprend, avec de tels arguments, où le ministre place l'irresponsabilité des enseignants et des usagers, et la responsabilité du gouvernement.

Alors que le ministère a publié un guide visant à acculturer la jeunesse à la défense, on peut supposer sans risque que le ministre trouve responsable le fait que le budget de l'armée dépasse désormais celui de l'Éducation nationale et qu'il bénéficie d'une rallonge de 6 milliards.

On peut supposer sans risque que le ministre approuve, comme une décision responsable, la commande d'un nouveau porte-avions dont le coût final est estimé à 30 milliards d'euros.

Dans cette logique, la responsabilité consiste à préparer une hécatombe qui se traduira par la suppression de centaines de classes ! Voilà ce que sera la carte scolaire pour la rentrée 2026.

Une saignée inédite !

Avec 140 postes en moins sur l'académie, ce sont des centaines de classes qui fermeront en septembre, y compris en Seine-et-Marne ! Voilà la réalité d'une politique gouvernementale placée sous le signe de l'austérité contre les services publics.

Dans un contexte où la priorité annoncée par le gouvernement va au budget de la « défense », les mesures de carte scolaire sont des mesures d'économie, sur le dos des agents et des élèves, permises par un jeu de redéploiement, et dans le cadre d'une enveloppe non seulement fermée, mais qui diminue également d'année en année.

Il ne s'agit en aucun cas de répondre aux besoins des uns et des autres, à leurs revendications, mais de parer au plus urgent en fermant là où l'administration considère que les conditions d'exercice et d'apprentissage sont acceptables.

Le SNUDI-FO 77 refuse cette logique et l'argument démographique qui lui sert de prétexte, au nom du bon sens, pour légitimer la baisse des moyens, alors que l'école manque de tout : salaires, classes surchargées, inclusion systématique, manque d'AESH...

Le SNUDI-FO 77 n'exercera pas son mandat en répartissant les moyens de cette enveloppe fermée ; il défendra l'ensemble des écoles qui lui confieront leurs dossiers.

Pour le SNUDI-FO 77, répondre aux besoins des enseignants et de leurs élèves passe par :

- Le maintien de l'intégralité des postes existants et la création des postes nécessaires
- Les ouvertures de classes partout où les écoles en font la demande
- Le remplacement systématique des absents
- L'augmentation du nombre d'AESH sur le département

C'est également dans cette perspective que le SNUDI-FO 77 s'est prononcé de façon unitaire contre le projet de fusion des différentes brigades de remplacement.

Melun, le 27 janvier 2026